

Dogmatiques et pragmatiques dans la révolution néolibérale européenne

Un conflit central

FRÉDÉRIC LEBARON

depuis les débuts de la structuration du « courant » néolibéral en Europe et à l'échelle mondiale, une opposition d'intensité variable s'est constituée entre les « pragmatiques », portés à des compromis avec l'époque (le keynésianisme, voire le socialisme dans sa variante social-démocrate, l'État-providence...) et les « dogmatiques » (ou « radicaux »), pour lesquels la réalisation complète des objectifs néolibéraux, la création de marchés organisés dans un cadre juridique stable, est la seule possibilité de transformer durablement un monde en proie à la dérive « socialiste ».

Au fur et à mesure de la maturation de leurs œuvres et de l'évolution de leurs prises de position, certains néolibéraux sont devenus plus « radicaux » et ont tourné le dos à des orientations jugées trop conciliatrices, notamment à l'égard des syndicats et de l'État social¹. La fracture avec le keynésianisme, qui était mouvante et ambiguë chez des auteurs comme Lionel Robbins, dans l'après-guerre, est par exemple devenue plus forte chez d'autres tels que Friedrich von Hayek, notamment à la suite de la montée en puissance de l'école « monétariste » américaine, dans les années 1960. Le néolibéralisme « anglo-américain », qui connaît ses premiers grands succès électoraux à la fin des années 1970, est ainsi une version plus radicale, justifiée par la régulière montée en puissance de l'État interventionniste et redistributif.

La situation en Europe continentale, et en particulier au sein de l'UE, est plus complexe : les succès néolibéraux des années 1980, qui ont concrétisé les dimensions néolibérales présentes dès le traité de Rome, sont surtout dus à une inflexion « pragmatique », liée à la conversion accélérée et plus nette au programme néolibéral de la social-démocratie. Celle-ci choisit, autour de 1982-83, un compromis historique avec les conservateurs et s'engage dans la construction du « marché unique », puis de la « monnaie unique », tout en promouvant

1. Voir G.Christoph, *Du nouveau libéralisme à l'anarcho-capitalisme. La trajectoire intellectuelle du néolibéralisme britannique*, Thèse pour le doctorat, Lyon 2, 2012.

les « réformes structurelles », notamment sur le marché du travail et en matière de protection sociale. En Allemagne et en France, qui sont au cœur de ce compromis, peu d'économistes défendent ouvertement une variante très radicale du néolibéralisme, qui est en quelque sorte « porté par les institutions » et intégré à l'État. Les succès néolibéraux seront en un sens plus prononcés encore qu'aux États-Unis, d'autant que le contexte politique et idéologique semble, si du moins l'on se contente d'un regard superficiel, moins favorable.

On retrouve aujourd'hui cette opposition dans le contexte des politiques d'austérité qui, depuis plus de deux ans maintenant, ont entraîné l'Europe (et le monde) dans une nouvelle phase de la crise du capitalisme mondial.

Qui sont les « dogmatiques » ?

Si aux États-Unis, les néolibéraux radicaux sont souvent des économistes académiques, relayés dans le champ politique par les Républicains, en Europe, ce sont plutôt des hauts fonctionnaires et des acteurs politiques qui, à côté des dirigeants d'entreprise, constituent une coalition « réformatrice » radicale. Présents dans les différents pays, notamment au sein des banques centrales et des ministères des finances, ils sont cependant plus visibles et sans doute plus déterminés dans les pays du Nord de l'Europe, en particulier en Allemagne. La *Bundesbank* et le ministère des finances allemand constituent ainsi deux de leurs principaux bastions, mais la Banque de France et « Bercy » sont également présents dans cet espace transnational du néolibéralisme d'institution.

Depuis le basculement dans les politiques « austéritaires » en 2010, il devient plus clair, pour beaucoup de commentateurs, qu'un certain nombre d'acteurs politiques et bureaucratiques européens incarnent une croyance néolibérale dans sa forme la plus dogmatique, avec des degrés et surtout des variations dans le temps. On peut parler de forme « absolutiste » de cette croyance.

Le dogmatisme monétaire en est une première expression, aujourd'hui largement minoritaire dans le contexte de relâchement des politiques des banques centrales. Néanmoins, il se fait jour à chaque fois que les acteurs de la BCE résistent (inégalement) à toute inflexion plus importante de leur mission.

L'affirmation accentuée du dogmatisme budgétaire, en revanche, a contrebalancé l'affaiblissement du dogmatisme monétaire. Il est porté par une coalition d'acteurs de la BCE, de dirigeants politiques (le ministre des finances allemand W. Schäuble...).

L'offensive « pragmatique »

À partir de l'été 2012, qui voit les indicateurs conjoncturels se dégrader notablement, un groupe d'économistes et de dirigeants plus « pragmatiques » choisit, devant les effets catastrophiques de la nouvelle phase économique engagée sous l'impulsion des « dogmatiques », de faire écho aux critiques de plus en plus nombreuses adressées aux politiques de réduction rapide des déficits, et à leurs conséquences sociales et politiques de plus en plus « palpables » dans les indicateurs conjoncturels.

L'évolution la plus notable, par son impact médiatique, a eu lieu durant la semaine du 7 octobre 2012, lorsque Christine Lagarde, directrice générale du FMI, rejoint de manière plus explicite un regroupement d'économistes pragmatiques qui s'est exprimé avec plus de force à partir de l'été 2012, en demandant une politique davantage tournée vers la croissance et moins rigide sur la réduction des déficits.

« La priorité première, à l'évidence, consiste à dépasser la crise et à rétablir la croissance – tout particulièrement pour en terminer avec le fléau du chômage. Nous savons quelles mesures nous permettront d'y parvenir : une politique monétaire accommodante ; un assainissement budgétaire conduit à un rythme approprié, dans le souci de ne pas compromettre la croissance mais accompagné de programmes solides et réalistes pour diminuer la dette à moyen terme ; l'achèvement de l'assainissement du secteur bancaire; et des réformes structurelles pour stimuler la productivité et la croissance. Tout cela doit s'accompagner d'un rééquilibrage de la demande mondiale vers les marchés émergents dynamiques. Ne nous leurrons pas : sans croissance, l'avenir de l'économie mondiale est menacé. »²

Les prises de position de la directrice générale du FMI sur la situation grecque, appelant à retarder de deux ans la date officielle de retour à l'équilibre budgétaire, contribuent à faire apparaître une faille dans le « consensus » austéritaire.

Parmi les « pragmatiques », les membres de l'influent *think tank* bruxellois Bruegel proposent de reporter d'un an l'application stricte du *Six pack*³, et c'est plus largement à un allègement de la pression temporelle sur des gouvernements aux abois que les pragmatiques se concentrent désormais, avec quelque succès. Sans remettre aucunement en cause l'objectif de réduction des déficits et de l'endettement public, alpha et oméga de la politique économique.

On peut penser que les tensions entre dogmatiques et pragmatiques n'en sont qu'à leur début (visible, car elles existent en

2. Christine Lagarde, « Regard sur l'avenir : une économie mondiale en mutation, un FMI en évolution », Discours prononcé lors de l'Assemblée annuelle du FMI, Tokyo, 12 octobre 2012.

3. Voir à ce sujet : Catherine Mathieu, Henri Sterdyniak, « Les six directives, un pas dangereux vers un carcan fédéraliste », *Savoir/Agir*, n°18, décembre 2011.

réalité sur un mode « interne » et feutré depuis le lancement effectif des politiques d'austérité). L'issue de la lutte est d'autant moins certaine que celle-ci est une lutte de palais, largement opaque, entre des acteurs situés dans différentes institutions et différents espaces nationaux. ■